



Photo: Deborah Barnitt

## FEMMES IMMIGREES, A NOUS LA PAROLE!

*Renée Rowan  
journaliste au Devoir*

*A conference on immigrant women gave 200 women of thirty-two nationalities the opportunity to discuss their problems. Until 1980 most immigrant women allowed into Canada were young and skilled, but from that period onward the trend reversed. At present the number of unskilled, dependent women, many of whom are widows and are let in on humanitarian grounds, is increasing. This situation puts immigrant women in a weak position. Conference members agreed that language courses must be available in the workplace. Some women suggested that immigration officers abroad give prospective immigrants realistic information about daily life in Canada rather than travelogue-like descriptions of the country.*

Entre 1968 et 1980, le Québec a accueilli 156,000 femmes en provenance de pays étrangers, soit environ 12,000 par année. Elles représentent près de la moitié de l'immigration internationale.

Qui est-elle, cette femme immigrée? Quelles sont ses difficultés,

quels sont ses besoins? Que fait-on pour faciliter son intégration, quel accueil reçoit-elle des autres femmes d'ici?

Pour tenter de répondre à ces questions, la Table de concertation des femmes immigrées a organisé en collaboration avec le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (MCCI) un colloque sous le thème 'Femmes immigrées, à nous la parole'. Cette rencontre, la première du genre au Québec, a eu lieu au Collège Marie-Victorin les 28 et 30 mai 1982.

Fermé au grand public, le colloque a réuni environ 200 femmes représentant 32 nationalités, certaines d'arrivée récente et d'autres établies ici depuis plus longtemps. Soixante-douze organismes gouvernementaux engagés dans des activités d'accueil, d'adaptation et d'intégration avaient délégué chacun une représentante et un certain nombre de femmes immigrées.

Rappelons que la Table de concertation sur les femmes immigrées

s'est formée en février 1981, suite à une recommandation du service de relations avec les groupes du MCCI. Se sont alors joints au ministère: le Conseil du statut de la femme; le Centre d'information et de référence pour les femmes; la Ligue des femmes; le Centre social d'aide aux immigrants; l'Association du personnel domestique; le Centro Donne et la Fédération des femmes du Québec. Ce regroupement s'est depuis réuni régulièrement.

Leur objectif est de développer un réseau de communication grâce auquel chaque groupe bénéficie de l'expérience de l'autre, recherche la complémentarité dans les services et élabore des approches communes à des problèmes spécifiques.

Une étude faite sur la femme immigrée entre 1968 et 1980 montre que pour l'ensemble de ces 13 années, les Haïtiennes représentent le groupe le plus important suivi de près par les Françaises, les Américaines, les Britanniques, les Italiennes, les Grecques et les Portu-

gaises. Viennent ensuite les Vietnamiennes, les Indiennes, les Égyptiennes, les Jamaïcaines, les Trinidiennes, les Marocaines, les Libanaises et les Chinoises.

Il s'agit en général d'une jeune femme ayant la vingtaine, mariée, ayant été admise à titre "d'indépendante". (catégorie d'immigrants sélectionnés en vertu de leurs compétences et des besoins du marché du travail canadien. Il faut dire par ailleurs que plusieurs femmes reçues comme "indépendantes" ne satisfont pas aux critères et se voient attribuer ce visa uniquement parce que leur mari est admis à ce titre.) Elle est de langue étrangère ou unilingue anglaise, possède moins de treize ans de scolarité et ne projette pas de travailler immédiatement à son arrivée au Québec. Toutefois, lorsqu'elle désire travailler, elle s'oriente vers les emplois de bureau, ceux du secteur manufacturier ou ceux des services.

Certaines tendances observées à la fin de la période étudiée laissent présager des changements au niveau du portrait type de la femme immigrée dans les prochaines années: le nombre de femmes en provenance du Tiers Monde tend à augmenter alors que l'on observe la tendance inverse chez les Européennes; la population féminine dépendante marque un accroissement au détriment du groupe des immigrées actives âgées de 15 à 65 ans. Le nombre de veuves progresse également.

Mentionnons en outre que le nombre de femmes parlant une langue étrangère augmente alors que la tendance est à la baisse chez les unilingues anglaises; au chapitre de la scolarité, le nombre d'immigrées de niveau primaire, secondaire et collégial s'accroît régulièrement. Les femmes immigrées qui se destinent au marché du travail sont de moins en moins nombreuses; la proportion des admissions féminines en vertu de principes humanitaires ou sociaux (réfugiés et réunion des familles) augmente considérablement alors que celles appartenant à la catégorie "indépendantes" diminue régulièrement.

"Ce n'est pas deux jours dont on aurait eu besoin, note une des organisatrices de la rencontre, Claire

Thivierge, mais cinq."

En dépit d'un déferlement d'émotions et de sentiments divers qui n'avaient encore jamais trouvé de soupape sur la place publique, il s'est fait un sérieux travail de réflexion autour des quatre thèmes du colloque. Les délibérations ont donné lieu à un impressionnant cahier de résolutions: 110 au total portant sur la famille, le travail, le milieu culturel et la société québécoise.

Plusieurs des participantes ont exprimé au cours du week-end le sentiment d'être pour la première fois des citoyennes à part entière que l'on écoute et qui ont des choses valables à dire. Ces femmes, des mères de famille en grand nombre (la garderie sur place a accueilli au cours de ces deux jours, 52 enfants de 3 mois à 14 ans) ont parlé de leur isolement, de la difficulté de se faire accepter de la communauté québécoise de leurs problèmes d'intégration dans un milieu qui leur est ou indifférent ou méprisant.

Pour un grand nombre, le plus grand problème reste celui de l'apprentissage du français. Les cours ne sont pas toujours adaptés aux besoins des nouvelles arrivées et toutes n'ont pas la chance de passer par les COFI. Certaines ont à l'arrivée, une connaissance rudimentaire du français, mais qui est loin d'être suffisante pour une bonne intégration. C'est ainsi que les participantes ont demandé que des cours de français soient donnés en milieu de travail.

Plusieurs des déléguées se sont plaintes qu'à leur arrivée, on oublie de leur donner tous les renseignements pertinents à la vie quotidienne. Elles ont demandé qu'un bureau d'accueil dont le personnel serait composé d'anciens émigrés, soit formé de façon à fournir toute l'information et à répondre à toutes les questions des nouveaux arrivés. Ce bureau devrait assurer un suivi d'environ trois semaines.

Elles ont aussi réclamé d'être mieux informées sur le pays d'accueil avant de quitter leur pays d'origine, ce qui éviterait beaucoup de désillusions. "Ce dont on a besoin, ont-elles dit, c'est de l'information concrète sur les conditions matérielles et les possibilités d'emploi... pas seulement de s'entendre chanter les louanges d'un beau Québec."

Dans le domaine du travail, elles ont demandé une meilleure application des lois déjà existantes. Le salaire minimum est obligatoire, a-t-on souligné, mais il est loin d'être appliqué dans tous les milieux de travail. On a également réclamé un comité de surveillance qui veille à faire respecter les conditions de travail des femmes domestiques.

Par ailleurs, l'arrivée dans un nouveau pays où les moeurs et coutumes sont différentes du pays d'origine peut aussi représenter pour les couples de graves tensions. "Mon mari voudrait que je fasse comme les autres femmes du Québec, que je travaille dehors aussi, témoigne une jeune femme dans le document de travail distribué aux participantes. Mais quand je demande de l'aide à la maison ou que je veux sortir le soir avec d'autres femmes, là c'est une autre histoire. Il voudrait que je sois comme les femmes de chez nous: soumise et dépendante. Et puis quand je discute un peu, il me fait des crises. Alors j'ose pas trop souvent." Ce qui était tout naturel au pays est parfois ici remis en question et, bien sûr, à des degrés différents par la femme et l'homme.

Les participantes au colloque reprochent aussi à leur propre communauté de ne pas les respecter — en ne portant pas assez d'attention aux problèmes spécifiques des femmes. Elles s'avouent souvent craintives face à certaines associations dans leur propre milieu. En cas de difficultés, elles préfèrent faire appel à la famille élargie ou à des contacts personnels.

Mais ce qu'elles souhaitent avant tout, c'est un rapprochement avec les Québécoises dont elles partagent plusieurs revendications, entre autres un réseau universel de garderies. Elles réclament une autre rencontre de solidarité, cette fois avec leurs soeurs québécoises qu'elles ont si peu l'occasion de côtoyer.

L'invitation est lancée, espérons que la Table de concertation répondra à leur demande et que bientôt toutes ensemble, sans distinction de race ni de couleur, nous travaillerons à faire de leur terre d'adoption un lieu qu'il leur sera agréable de partager dans la sororité et l'amitié. Nous en serons toutes enrichies.